

RECONSTRUIRE... COMMENT?...

Sur quelques problèmes fondamentaux:

Le débat entre «*marxistes*» et «*anarchistes*» est loin d'être épuisé.

En dépit du temps écoulé, tout n'a pas été dit et nombreux sont ceux qui, dans un louable souci de préserver leur «*identité*», se réfugient derrière des mythologies d'autant plus satisfaisantes qu'elles n'ont que de très lointains rapports avec la réalité.

A dire vrai, le mouvement ouvrier souffre de l'absence de démocratie... Et pourtant, l'histoire nous a appris que, là où il n'y a pas véritable débat, totale liberté d'expression, s'instaure l'autoritarisme engendrant le doute, le découragement, la sclérose et finalement la mort! Est-il nécessaire de préciser que le sectarisme et l'autoritarisme ne sont l'apanage d'aucun courant, comme la bêtise et la médiocrité qu'ils engendrent, on les trouve partout... Notamment chez ceux qui bavardent le plus volontiers sur la démocratie et la tolérance.

Quoi qu'il en soit, les anarchistes, et plus encore les anarcho-syndicalistes ne sauraient être absents du débat qui va se poursuivre et s'intensifier dans le mouvement ouvrier. Mais, bien entendu, ils ne pourront être écoutés et, si possible, entendus que s'ils ne se contentent pas d'être des «*donneurs de leçons*» mais accompagnent le nécessaire effort de clarification d'une participation active au combat commun.

Ajoutons que le combat de la classe ouvrière pour son émancipation ne comporte aucune frontière et que, notamment, chacun peut y trouver sa place, quel que soit son statut social.

Lorsque l'on tente d'analyser la démarche des sociaux-démocrates (tous courants réunis) et des anarchistes, on ne peut manquer d'être frappé par le constat que chez les «*sociaux-démocrates*», le souci de l'efficacité immédiate l'emporte le plus souvent sur le souci de la vérité qui, pourtant, «*seule est révolutionnaire*». Chez les anarchistes, on peut constater le défaut inverse, c'est-à-dire une propension au bavardage idéologique en dehors du temps et de l'espace.

Normalement, les anarcho-syndicalistes (quoiqu'appartenant à la commune humanité), en raison de leur formation théorique et de leur engagement dans le mouvement ouvrier organisé, devraient faire preuve de plus de lucidité... Mais est-ce toujours le cas?

En tout état de cause, leur participation en tant que courant au combat ouvrier qui leur ouvre le droit à la participation au débat politique est une nécessité absolue dès lors qu'on veut demeurer fidèle au caractère exemplaire de la *1ère Internationale*.

C'est pourquoi la parution régulière de *L'Anarcho-syndicaliste* est devenue une nécessité absolue. Mais qu'on s'entende bien... Si je n'ai pas l'intention de faire preuve de complaisance à l'égard de qui que ce soit, ou plus exactement, à l'égard des idées de qui que ce soit, je demeure fidèle à ce qui fut toujours ma ligne de conduite: aider à rassembler sur un plan de classe - c'est-à-dire en dehors de tout prêchi-prêcha populiste et misérabiliste - tous les courants authentiques du mouvement ouvrier.

Depuis Fernand Pelloutier, nous n'avons jamais cessé de mettre en garde les travailleurs sur les limites de l'action politique (sans pour autant nier sa nécessité) et, ainsi, travailler à les rassembler sur le terrain de classe, le seul qui permette d'éviter les mystifications idéologiques à l'aide desquelles la bourgeoisie et ses agents tentèrent de neutraliser et parfois même de détruire le mouvement ouvrier organisé.

Sur quelques problèmes d'actualité:

Mon article dans *L'Ouest syndicaliste* analysant les déclarations de François Mitterrand (dénonciation, au nom du maintien de la paix sociale, des «bandes», des «clans», des «factions») a provoqué quelques remous chez les mitterrandistes avoués ou honteux.

A cette occasion, un commentateur politique a même réussi une audacieuse construction idéologique. Pour ce distingué marxologue, je me serais rallié à la «troisième période», c'est-à-dire à la position des staliniens allemands qui, autour des années 1930, dénonçaient la social-démocratie allemande et auraient même proclamé: «*Plutôt Hitler au pouvoir que la social-démocratie*».

Que ce politologue me permette de lui faire respectueusement observer que son raisonnement est pour le moins curieux: assimiler Mitterrand et sa «majorité présidentielle» à la social-démocratie allemande des années 1930 relève de la pure fantasmagorie.

Cela étant, peut-être ai-je tort d'assimiler Mitterrand à Philippe Pétain qui lui décerna la *Francisque* (1). François Mitterrand qui, si on en croit Catherine Nay, aurait déclaré en 1943 à Claudius Petit que ce «*les lois corporatistes de Vichy étaient tout à fait intéressantes*», ce à quoi Claudius Petit aurait répondu plutôt vivement «*que cela mènerait au fascisme*»... Bon... bon, admettons que je me trompe et que, par la grâce du saint Esprit, Mitterrand soit devenu un disciple fidèle de Jaurès, Jules Guesde et Léon Blum réunis.

Cela étant la formule: «*Plutôt Hitler que la social-démocratie*» appliquée au dernier plébiscite présidentiel, si les mots ont un sens, signifie que mon fougueux critique, lui, assimile Chirac à Hitler, ce qui relève de l'infantilisme politique ou de la malhonnêteté intellectuelle. Et qu'on se rassure, je ne suis pas pour autant devenu RPR!

Le «front républicain», ou «majorité présidentielle»:

A propos de l'ouverture à «la droite» devenue «le centre», il me semble faux et à la limite dangereux d'évoquer le «front républicain» de Guy Mollet.

Le front républicain était une alliance de type parlementaire dans la plus pure tradition du cartel des gauches.

Il s'agissait alors d'un accord électoral entre partis politiques et ce, dans le cadre de la IV^{ème} République, c'est-à-dire d'une république bourgeoise parlementaire.

Alors que Mitterrand se propose de rassembler autour de sa personne (dont il semble effectivement vouloir «faire don à la France») des personnalités du «centre» et d'ailleurs (notamment Bernard Tapie qui n'est pas sans rappeler Stavisky... la vulgarité en plus!). D'ailleurs, logique avec lui-même, non seulement il refuse de discuter de quoi que ce soit avec les partis mais veut couper «le cordon ombilical

(1) Sur la carrière de François Mitterrand, on peut lire dans *Le Quotidien de Paris* du 6 mai 1988 les précisions suivantes: «En décembre 1941, il publie un texte, «*Pèlerinage en Thuringe*», dans *France*, revue de l'Etat nouveau (n°5). Ses écrits voisinent avec l'ordre du jour signé Philippe Pétain. En mai 1942, il est au *Commissariat général aux prisonniers*. L'année suivante, il est décoré de l'ordre de la *Francisque*, décoration créée le 26 mars 1941 par le gouvernement de Vichy pour services rendus à l'Etat français: «*Je fais don, lit-on dans les statuts, de ma personne au maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre*». Cinq mille Francisques sont ainsi distribuées: celle de François Mitterrand porte le numéro 2202. L'un de ses parrains en cette occasion est Simon Arbellot, rappelle les *Ecrits de Paris*: «il (F. M.) nous demanda, à moi-même et à Gabriel Jeantet, animateur des mouvements pour la jeunesse, de présenter sa candidature à la *Francisque*. Il fut admis à l'unanimité du Conseil de l'ordre, sous le feu approbateur du monocle de l'amiral Pétain».

avec ce qui semblait être son propre parti», c'est-à-dire avec ceux qui, en 1981, l'ont porté au pouvoir. Ce qu'il a confirmé lors de son pèlerinage annuel à Solutré en déclarant à Olivier Biffaud du *Monde* que «*craignant que les partis politiques ne comprennent pas cette nécessité, PS inclus, le président annonce qu'il donnera l'exemple*».

Ce qui, en clair, signifie qu'il a bel et bien l'intention de mettre les partis (y compris le sien) au pas.

Mais il y a parfois loin de la coupe aux lèvres et l'élection de Pierre Mauroy à la tête du PS constitue une première et timide réaction de «*l'appareil*».

D'autant que les illusions que certains militants pouvaient encore avoir sur la politique sociale du gouvernement se heurtent au cynisme et à la brutalité de l'équipe Bérégovoy/Rocard.

Ils vont continuer en l'aggravant «*l'œuvre*» de M. Balladur.

C'est pourquoi, à la «*majorité présidentielle*», il convient de préparer et d'opposer l'action commune de classe qui obligera les appareils ouvriers, sous peine de disparaître, à faire leur jonction avec la classe ouvrière en mouvement.

L'appel aux communistes:

Un certain nombre de personnalités stalinienne apparemment plus proches de Gorbatchev que de Marchais viennent de lancer un «*Appel aux communistes*» qui se conclut par l'affirmation suivante: «*Une politique communiste repose sur:*

- *des réformes de structure pour faire reculer le chômage et la précarité, pour aller vers le socialisme autogestionnaire,*

- *le développement de la citoyenneté dans tous les domaines de la vie politique, sociale et économique,*

- *un rassemblement autour des valeurs de la gauche, impulsé par le mouvement populaire, pour barrer la route au fascisme et ouvrir, par les luttes, la perspective transformatrice*».

Tout est dit. L'autogestion, la citoyenneté dans l'entreprise, les valeurs de gauche... j'en passe et des meilleures.

Curieux «*communistes*» qui devraient normalement se retrouver à la CFDT et au PS. C'est-à-dire dans les poubelles de l'histoire.

Mais, que diable, pourquoi leur accorder tant d'importance?

Alexandre HÉBERT.

LA DÉFENSE DE LA LAÏCITÉ EST UN ÉLÉMENT DE LA DÉFENSE DE NOS INTÉRÊTS DE CLASSE...

«*J'ai toujours oui dire que la religion romaine est perdue si les hommes se mettent à penser*».
Voltaire

«*Une jeune fille vivait fort retirée. Un jour, elle reçut la visite d'un homme qui portait un oiseau. Elle devint grosse et on se demande qui a fait l'enfant. Belle question: c'est l'oiseau!*».
Denis Diderot

Les cléricaux savent ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Les majorités, les gouvernements passent: ils ont des hommes dans tous les camps. Et très doués pour amuser les populations - le peuple, comme ils disent avec un brin de condescendance - au jeu de société «*gauche-droite*» (qui m'a toujours rappelé de mauvais souvenirs: gauche! droite! une deux! une deux! gauche! droite! une deux! une deux!) pour leur vendre à peu près la même salade.

Il y a encore quelques années, ils s'en défendaient de ces convergences. Aujourd'hui, ils sont tous prêts à se rouler dans le stupre et la fornication consensuels du ringardisme néo-libéral. A eux les délices des diverses positions de l'ouverture. A nous la facture à payer. Elle sera plutôt salée si nous les laissons batifoler sans vergogne dans nos intérêts de classe.

«*Nous sommes tous embarqués sur le même bateau!*». Ils le clament fort, sono hurlante, pour nous faire oublier que ce sont toujours les mêmes qui voyagent en première. Embarqués, nous le sommes sur le paquebot européen du 31 décembre 1999, la nef de l'Europe vaticane. Oh, ce ne se pas un déferlement de soutanes, comme souhaiterait ce malheureux fossile de Mgr Lefèbvre. Ni même de sobres habits de clergyman. Comme au jeu de go, les corbeaux modernistes placent patiemment des pierres idéologiques sur l'échiquier.

Nous avons déjà dénoncé, et nous continuerons de le faire sans faiblir, les assauts contre les droits acquis par le mouvement ouvrier. Assauts qui, sous le paravent du consensus, grignotent les libertés démocratiques, notamment en cherchant à nier, à brider, les réalités de la lutte des classes.

Parce qu'elle est un élément nécessaire, un pilier des libertés démocratiques, il est parfaitement cohérent qu'une partie de ces assauts soit dirigée contre la laïcité de l'école et de l'Etat. L'offensive de 1981 - le projet de «*grand service public unifié et laïque de l'enseignement*» concocté au début d'années 1950 par le SGEN ex-CFTC, ce cheval de Troie de la vérole néo-cléricale dans le syndicalisme enseignant - a échoué en 1984 pour des raisons conjoncturelles évoquées dans notre dernier numéro. L'offensive a repris au *Conseil économique et social* avec le rapport Andrieu - commenté aussi dans notre dernier numéro - soutenu par la FCPE qui semble définitivement tombée sous la coupe des sociaux-curetons en blue-jeans.

L'offensive se poursuit pas à pas. La calotte pousse ses métastases partout où elle ne rencontre pas de résistance. Et, malheureusement, il arrive trop souvent qu'elle se rencontre bien peu.

Nous revendiquons l'abrogation du statut cléricale d'Alsace-Moselle. Eux proposent son extension à l'ensemble du territoire. Dans un article du 3 avril intitulé *La découverte d'une nouvelle laïcité*, Hervé Tincq, le calotin de service au *Monde* - le porte-parole officieux des réformateurs pieux les plus perversément «*objectifs*» -, concluait sans complexe: «*L'Etat n'a plus comme hier à se protéger d'un cléricisme militant, et la question est posée de savoir si la société est prête à reconnaître aux religions une fonction sociale et éducative. Et si elle admet que les confessions jouent un rôle dans la conscience collective, est-elle prête à leur en donner les moyens?*». M. Tincq se place donc sur la même ligne que Jacques Toubon qui, il y a quelques mois, remettait en cause la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ringardisme d'ancien régime pas mort!

Pourquoi pas? Quand, comme le notait Tincq dans son introduction, «*il ne se passe plus une affaire à forte charge éthique - euthanasie, coma dépassé, mères porteuses ou procréation artificielle - où l'on ne sollicite le point de vue d'un spécialiste ecclésiastique*». Remarquons toutefois qu'il faut un foutu culot à ce Tincq, après ce constat, pour affirmer la disparition du cléricisme militant: lorsque les ensoutanés en veston, les sectateurs des niaiseries bibliques (preuves passées de l'incommensurable connerie de l'espèce humaine) ouvrent leurs grandes gueules pour régenter nos vies, de quoi s'agit-il, sinon de cléricisme militant? Tincq est sans conteste un adepte de l'humour aile de corbeau.

Depuis, on a vu le nouveau gouvernement socialo-chrétien de l'ancien boy-scout Michel Rocard envoyer «*en mission*» en Nouvelle-Calédonie des raticheux de diverses obédiences... accompagnés d'un complice franc-maçon! Le petit père Combes, lui, malgré tous ses défauts de séide de l'Etat bourgeois, montrait tout de même quelques qualités.

Quant à la prétendue disparition du cléricisme militant, Lustiger - avec le zèle des convertis - en donne un aperçu dans une interview publiée par *Le Quotidien de Paris* du 22 mars:

«*Nous demandons que l'on reconnaisse les valeurs religieuses comme partie intégrante de la société civile. La plupart des autres pays européens reconnaissent ce rôle aux Eglises et lui garantissent des moyens d'expression. La France doit sans doute franchir un pas qui lui permette de retrouver le consensus des autres pays d'Europe dans ce domaine*».

Et allez donc ! C'est bien l'Europe vaticane qu'on nous prépare, avec la reconnaissance du cléricalisme triomphant comme «*valeur*» de la société civile. Non contents de s'étaler tous les dimanches matin dans leur «*Jour du Seigneur*» et d'empêcher toute expression athée à la télévision sous prétexte de «*respect des consciences*», ces chancres en demandent encore plus. Par exemple, à partir de 1993, d'importer en France la législation allemande qui permettrait de poursuivre cet article... peu consensuel?

On nous prépare aussi le bicentenaire de 1789. Et comme ils y ont leurs hommes, certaines «*valeurs*» sont oblitérées. Notamment cette proposition du *Ça ira: les curés à la lanterne!*, qu'il ne faut pas craindre de moderniser, d'adapter: *les curés, les pasteurs, les rabbins et les imams à la lanterne!*

Marc PRÉVÔTEL.

VISAGES DU NÉO-CORPORATISME TIERS-MONDISTE...

Il est intéressant de connaître la notice nécrologique consacrée par *Témoignage chrétien* du 8 juin 1987 à François Perroux:

«Perroux: prophète du développement. François Perroux est mort le 2 juin à l'âge de 84 ans et, qu'ils en aient conscience ou non, tous les militants du tiers monde sont en deuil. Car François Perroux, avec quelques très rares autres comme le Père Lebreton, aura été un prophète du développement entendu comme libération concrète et quotidienne des peuples. On ne résume pas, en quelques lignes, l'œuvre de cet économiste de dimension internationale qui sut, toute sa vie, allier la rigueur scientifique à la chaleur humaine. Rappelons simplement aujourd'hui, deux de ses formules qui en disent long sur ses choix: «*On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance*» et il faut «*déshonorer le culte de l'argent*».».

Parmi les différents (respectons les différences!) fers au feu que maintient l'Eglise en toutes circonstances, pendant la période 1940-1944, l'équipe de *Témoignage chrétien* fut du côté de la *Résistance* et François Perroux du côté du pétainisme. Mais leur dieu - qui sait si bien reconnaître les siens - les a rassemblés dans le «*projet*» néo-corporatiste planétaire de «*nouvel ordre économique mondial*» cher aux tenants du tiers-mondisme.

Marc PRÉVÔTEL.

ELECTIONS PRÉSIDENTIELLE, LÉGISLATIVES, ETC....: LA REVANCHE DE PÉTAÏN

Le vieux maréchal, que le sort catholique bien inspiré avait fait finir ses jours à l'île d'Yeu plutôt qu'à l'île du Diable, avait laissé en partant quelques chevaux de Troie dans le camp ennemi, le camp de la République.

Sous les traits d'Ulysse, le fourbe François Mitterrand (il est vrai né à Jarnac, commune de solide réputation pour les coups tordus) a été bien reconnaissant à Philippe Pétain, que ce dernier avait du reste justement décoré de la *Francisque*, la plus haute distinction d'alors, c'est-à-dire de la période de la collaboration avec le pays où fleurissait un certain «*socialisme*» tendance nationale.

Mais seul, malgré tout son talent, il n'aurait rien pu faire. D'autant que les épreuves ne manquèrent pas dans sa mission difficile.

Les socialistes authentiques tout d'abord, les vrais, attachés à la laïcité de l'Etat, mordirent la poussière.

Il finit par les défaire brillamment en se présentant contre eux à chaque élection législative, dans le département de la Nièvre.

Heureusement pour la cause, il les défit à chaque fois. Ceux-ci, pas rancuniers, battus et rebattus, le choisirent pour maître en 1971 à Epinay.

Pendant la guerre d'Indochine, il fut soupçonné d'avoir remis des documents, ou des renseignements à des hommes du Viet-Minh. Son ami Mendès-France ne put lui conserver son immunité parlementaire.

Après enquête, il fut écarté de tout soupçon. Personne alors n'osait franchement le fréquenter, hormis un avocat courageux chez qui il se confiait, Me Jacques Isorni, l'avocat de Philippe Pétain.

Un autre avocat, pendant le procès, s'écria publiquement: «*Je mets Mitterrand hors du coup*». La phrase impressionna beaucoup. Elle était prononcée par Me Tixier-Vignancourt qui avait eu la joie de fréquenter le maréchal à l'île d'Yeu pendant les dernières années de sa vie.

Aux présidentielles de 1965, avec son ami démocrate-chrétien (chrétien surtout) Jean Lecanuet, ils décidèrent l'un et l'autre de se présenter. Seul des deux au deuxième tour, un renfort, Jean-Louis Tixier-Vignancourt, demanda à ses électeurs de voter Mitterrand. Mitterrand, poli, accepta volontiers ces voix «*de gauche*». Comme il acceptera les voix et la diversion Le Pen - quand il ne la favorisera pas - aux présidentielles de 1988.

Lors du gouvernement 1981-1986, il acceptera aussi de prendre comme ministre Michel Jobert dont le socialisme crevait les yeux.

D'autres amis lui apportèrent récemment leur soutien. Soutien qu'il ne repoussera pas non plus. Celui des monarchistes (de gauche) de M. Bertrand Renouvin. Celui des poujadistes (de gauche) de M. Pierre Poujade. Celui de l'*Action catholique* de M. Edmond Maire et celui de personnalités éparses comme le chanteur Charles Trenet, embêté à la fin de la guerre pour ses fréquentations avec des gens du gouvernement de Vichy. Comme François Perroux, corporatiste distingué et homme de Vichy.

Cela lui rappelait sans doute le bon temps où il était parrainé par Simon Arbellot et Gabriel Jeantet, membres du conseil chargé d'accorder la *Francisque* tant convoitée à l'époque.

Le maréchal s'est bien vengé. Son poulain lui a donné sa revanche. Au firmament du corporatisme, il a jeté sa *Francisque* d'or dans le champ des étoiles.

Joëli BONNEMAISON.

ENCORE SUR L'INDÉPENDANCE...

Le débat sur la nécessaire indépendance du syndicalisme par rapport aux partis et à l'Etat est tranché depuis le Congrès d'Amiens de 1906, du moins pour les syndicalistes que nous sommes.

Il n'en est pas ainsi pour tout le monde, notamment pour ceux qui prétendent subordonner les «*intérêts particuliers*» des salariés à «*l'intérêt général*». Ceux-là n'ont jamais désarmé. Le parti qui ose encore s'appeler «*socialiste*» a précisé ses positions en la matière avant l'élection présidentielle. Une résolution de son comité directeur nous indique ceci:

«*Si tous les syndicats du monde capitaliste se sont heurtés au choc économique, tous n'ont pas subi*

les mêmes pertes. Certains comme en RFA ou en Suède, mais aussi dans les pays du Bénélux, ont réorienté leurs actions et discours afin de prendre en compte l'évolution de leur économie nationale. Le monde syndical français est, lui, resté dans un rôle exclusivement revendicatif, ayant pour cible le patronat mais aussi parfois, notamment entre 1981 et 1986, le gouvernement. S'il est légitime qu'une organisation syndicale s'intéresse d'abord à défendre les intérêts de ses adhérents et de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, l'évolution de la société française démontre que ce comportement est aujourd'hui insuffisant pour pouvoir être le contre-pouvoir nécessaire que nous souhaitons.

Le monde syndical doit maintenant pouvoir passer à une phase de responsabilité dans le monde du travail.

Cette indispensable mutation contribuera à l'amélioration des ressources des syndicats et par corrélation, du taux de syndicalisation en France.

Plusieurs pistes peuvent être étudiées, comme la gestion, par les organisations syndicales, de centres de formation professionnels, de centres sociaux en faveur des plus défavorisés. La création et la gestion par les syndicats d'un système d'assurance sociale ou mutualiste en direction de l'ensemble des travailleurs d'une entreprise sont aussi des pistes de réflexion à envisager.

Mais ces différentes mesures ne pourront être mises en œuvre qu'avec le développement d'un partenariat entre le gouvernement et le monde syndical.

Le Parti socialiste est résolu à répondre à la demande de dignité qu'exprime la volonté de participation des salariés au pouvoir économique sur le lieu de travail...

La revendication d'un partage de la décision dans l'entreprise constitue un facteur central de la démocratie économique».

Ces lignes se passent de commentaires. A ceci près que les auteurs de ces propositions sont au gouvernement, qu'ils entendent y rester, avec le soutien du CDS dont les orientations s'inspirent directement de la doctrine sociale de l'Eglise (1). Le parti majoritaire au gouvernement étant lui-même largement investi par les tenants de la même doctrine, il faut s'attendre au développement de l'offensive contre l'indépendance syndicale par rapport à l'Etat.

On nous objectera que les dangers d'intégration ne sont pas nouveaux, que d'autres ont formulé les mêmes exigences de capitulation des syndicats. Certes, mais aujourd'hui, ce ne sont ni Chirac, ni Le Pen qui gouvernent. Autant nous refusons (qui en doute?) les théories extrémistes d'un Le Pen, autant nous devons être clairs: ceux qui aujourd'hui recherchent l'organisation d'un consensus généralisé, impliquant, répétons-le, la mise au pas des syndicats par intégration plus ou moins progressive, sont ceux qui ont les rênes du pouvoir. L'arbre ne doit pas cacher la forêt.

Nous savons, parce que nous les connaissons, que nous sommes en contact quotidien avec eux dans nos syndicats, que nombreux sont les militants ou adhérents du PS qui pensent comme nous sur ce point essentiel de l'indépendance du syndicalisme.

Certes, ils ne le disent pas aussi ouvertement, au nom de leur attachement «à la maison», comme ils disent, mais aussi parce que le vieux mythe «droite-gauche» les influence encore, et qu'à tout prendre, expliquent-ils, il faut empêcher «les autres de passer».

Et pourtant, nous les savons nombreux qui ont mal apprécié le contenu de la «La lettre aux Français», l'ouverture au centre, autrement dit à droite, et qui s'interrogent sur les 30% d'abstentions, dont personne ne nie qu'ils se situent majoritairement dans l'électorat ouvrier et populaire.

Comment ne s'interrogeraient-ils pas également en lisant attentivement la lettre que Michel Rocard a adressée à ses ministres?

On peut y lire notamment:

«...Je combattrai, dans le principe même, l'excès de législation ou de réglementation, tout particulièrement lorsqu'il apparaîtra qu'un allègement des contraintes de droit écrit permettrait, grâce à la négociation sociale et à la responsabilité individuelle, d'obtenir des résultats au total plus satisfaisants pour la collectivité (...).

(1) Méhaignerie a récemment déclaré: «On ne peut être à la fois à la Croix et au Figaro-Magazine».

Il vous faudra pour cela pousser les administrations placées sous votre autorité à se rendre plus disponibles aux citoyens, qu'il s'agisse de faciliter aux usagers l'accès des services publics (heures d'ouverture, accueil aux guichets, personnalisation de contacts administratifs, etc...) ou, de façon plus ambitieuse, d'identifier, d'analyser et de prévenir le mécontentement social (...).

En conséquence, la légitimité, comme l'efficacité de l'intervention de l'Etat exigent désormais de façon urgente d'améliorer la productivité et la qualité des services publics. Je vous demande donc de poursuivre les efforts faits dans ce sens par mes prédécesseurs, et d'engager de nouvelles actions dans le même but».

C'est donc clair: encore d'autres directives contenues dans cette lettre ayant pour résultat d'amoin- drir un peu plus le rôle du Parlement, de renforcer le pouvoir personnel (mais n'est-ce pas dans la logique même de la Constitution de la Vème République), l'autogestionnaire Michel Rocard confirme la poursuite de la déréglementation du pôle social, le rôle dévolu aux usagers, la flexibilité dans les services publics avec la recherche d'une rentabilité accrue.

Si nous disons en outre que, dans le passage suivant, nous voyons la marque nettement prononcée du «*principe de subsidiarité*» de l'encyclique Quadragesimo Anno, nous rétorquera-t-on à nouveau que- nous sommes des anticléricaux primaires?

«Il conviendra, en outre, de tirer parti, dans la formation de vos projets, des initiatives, des bonnes volontés et des idées dont est riche la société civile. Au fur et à mesure que les acteurs sociaux, écono- mique et culturels se révèlent, aussi à se saisir de tâches d'intérêt général, l'action de l'Etat doit passer de la gestion directe au «laisser faire», du «faire faire» à l'incitation et de l'incitation à la définition des règles du jeu».

Michel Rocard et Pierre Bérégovoy ont confirmé par ailleurs leur intention de ne rien changer du budget de leurs prédécesseurs, de maintenir la rigueur salariale. C'est donc la poursuite de l'austérité l'on voudrait nous faire cogérer.

Les quelques socialistes, qui se sont émus de l'article publié récemment dans *L'Ouest-syndicaliste* par mon ami Alexandre Hébert, seraient inspirés, en tout cas plus utiles au socialisme, de dire leur vertueuse indignation et réserver leurs coups à ceux qui, délibérément, ont décidé combattre le syndi- calisme confédéré indépendant, et par conséquent les intérêts de la classe ouvrière.

J. SALAMERO.
